

REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-13

État actualisé du Programme du Groupe de la Banque pour les questions de genre :

Progrès réalisés, problèmes rencontrés et enseignements tirés

Note d'orientation

11-13 novembre 2015



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

La Stratégie décennale (SD) pour la période 2013-2022 a réaffirmé l'engagement de la Banque à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes pour appuyer les progrès économiques et le développement durable en Afrique. Elle a souligné le rôle central d'une telle égalité pour garantir une croissance inclusive et en tant que domaine d'intérêt particulier de la Banque. Elle a également défini une feuille de route pour l'intensification des activités de la Banque dans le domaine du genre. Depuis le début du cycle de la treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13) et conformément aux orientations des plénipotentiaires du FAD, des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en œuvre, même s'il subsiste de nombreux défis à relever.

La Stratégie en matière de genre, intitulée « Investir dans l'égalité hommes-femmes pour la transformation de l'Afrique pour la période 2014-2018 », a été adoptée par le Conseil en 2014. Les trois principaux piliers de cette stratégie portent sur le renforcement du statut légal et des droits de propriété des femmes, l'autonomisation économique des femmes, et l'amélioration de la gestion du savoir et le renforcement des capacités. Le Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre (SEOG) a été influent en matière de promotion de l'agenda du genre à travers le plaidoyer et des partenariats et a supervisé la mise en œuvre de la stratégie.

L'égalité entre hommes et femmes constitue par ailleurs une priorité des nouveaux projets d'appui budgétaire et d'investissement lancés depuis 2013, au titre d'une vaste gamme d'interventions stratégiques. Les projets ciblant les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de la gouvernance, du développement humain ainsi que de l'eau et de l'assainissement visent aussi désormais à autonomiser les femmes, à travers le développement de leurs compétences, la mobilisation des ressources et l'identification des opportunités à saisir pour garantir l'obtention de meilleurs résultats. Pour leur part, les projets ciblant les infrastructures fournissent les fondements dont ont besoin les femmes pour améliorer leur accès aux services. Les initiatives de développement des entreprises et des compétences concourent à l'accroissement de la productivité des femmes sur le continent.

Des efforts sont en cours pour améliorer les statistiques, la mesure et la notification des résultats, ainsi que pour mieux suivre l'impact des projets de la Banque sur les réalisations dans le domaine du genre. Au cours du cycle du FAD-13, la dimension genre a été prise en compte dans la conception de la majorité des nouveaux projets et des nouveaux documents de stratégie pays (DSP), et jusqu'à 78 % des nouveaux projets définissent les résultats attendus dans le domaine du genre. Un marqueur de l'égalité hommes-femmes est en cours de conception pour déterminer les projets les plus à même de promouvoir une telle égalité. La mise au point de nouveaux outils est aussi en cours pour appuyer la prise en compte de la dimension genre, mesurer les progrès réalisés ainsi que les impacts obtenus. Le Cadre de mesure des résultats a été adapté pour y intégrer les différents impacts des interventions de la Banque sur les femmes et les hommes. Un certain nombre de produits de savoir ont été lancés, et d'autres devraient l'être à l'occasion de diverses assises internationales en 2015.

Il subsiste toujours des lacunes en matière de capacités sur le genre au sein de la Banque, ainsi que dans les agences d'exécution au niveau national, en particulier sur la disponibilité de données et la capacité de mesure. Cependant, un certain nombre de projets phares sont en cours de préparation. Au nombre de ceux-ci, l'on pourrait citer l'élaboration d'une plateforme pour l'inclusion financière en vue de faciliter l'établissement de liens entre les femmes entrepreneures, la création d'un fonds pour appuyer les PME dirigées par des femmes ainsi que d'un fonds d'investissement social pour la réhabilitation des femmes touchées par la crise

de l’Ebola. Des options sont également explorées pour l’établissement de partenariats en vue de la mobilisation de fonds catalytiques dédiés pour combler le déficit de financement de la promotion de l’égalité entre les hommes et les femmes.

Table des matières

Résumé analytique	II
Abréviations.....	V
1. Contexte	1
2. Mise en œuvre de la stratégie en matière de genre	2
3. Intensification de la prise en compte de la dimension genre dans les opérations	2
<i>Agriculture</i>	<i>3</i>
<i>Énergie.....</i>	<i>4</i>
<i>Gouvernance.....</i>	<i>5</i>
<i>Santé.....</i>	<i>6</i>
<i>Microfinance.....</i>	<i>6</i>
<i>Compétences et éducation</i>	<i>7</i>
<i>Transports.....</i>	<i>8</i>
<i>Eau et assainissement.....</i>	<i>9</i>
4. Priorités stratégiques et produits livrables.....	10
<i>Directives opérationnelles</i>	<i>10</i>
<i>Mesure et notification des résultats</i>	<i>10</i>
5. Plaidoyer et partenariats.....	11
6. Données et statistiques sur le genre	12
7. Mobilisation des ressources.....	12
8. Produits de savoir	12
9. Principaux problèmes	13
10. Enseignements tirés et voie à suivre	14

Boxes :

Box 1: Fond d'Investissement d'Alitheia	5
Box 2: Prix du Trésor Américain Pour la Prévention des Violences Sexospecifiques et la Reinsertion des Survivantes.....	8
Box 3:.....	13

Figures :

<u>Figure 1: Beneficiaires des Projets, par Genre, dans les Operations de la Banque</u>	<u>3</u>
<u>2012-2014</u>	<u>3</u>

Abréviations

BAD	Banque africaine de développement
DSIR	Document de stratégie pour l'intégration régionale
FAD	Fonds africain de développement
PGP	Profil du genre pays
PME	Petite et moyenne entreprise
PMR	Pays membre régional
SD	Stratégie décennale
SEOG	Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre
UA	Union africaine
USD	Dollar des États-Unis

État actualisé du Programme du Groupe de la Banque pour les questions de genre : progrès réalisés, problèmes rencontrés et enseignements tirés

Messages clés

1. *La Banque a fait des progrès en matière de genre avec une meilleure expertise dans la conception de projets qui traitent les inégalités de genre et donne des moyens aux femmes ainsi que le développement d'indicateurs adaptés pour mesurer les résultats.*
 2. *La Banque est de plus en plus influente en matière de promotion de l'agenda du genre en Afrique grâce au plaidoyer et à des partenariats.*
 3. *Des programmes phares innovants pour l'autonomisation économique des femmes sont en cours de préparation.*
 4. *Les questions de genre sont maintenant mises au premier plan dans l'institution à tous les niveaux, avec une responsabilité collective acceptée par la Haute Direction pour obtenir des résultats.*
 5. *Le niveau limité des ressources et des capacités demeure un problème.*
-

1. Contexte

- 1.1 La Stratégie décennale (SD) de la Banque pour la période 2013-2022 a réaffirmé l'engagement de la Banque à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes comme agenda économique et le développement durable en Afrique. En réponse à l'appel des plénipotentiaires du Fonds africain de développement (FAD) pour accorder la priorité voulue aux questions de genre, la Banque a intensifié ses efforts visant à renforcer son plaidoyer en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et à intégrer la dimension genre dans ses opérations. La Banque fait preuve d'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes africaines, à travers le développement des compétences, la mobilisation des ressources et l'identification des opportunités à saisir pour que les femmes puissent pleinement contribuer au développement économique et social de l'Afrique.
- 1.2 Un document d'information sur les questions de genre, soumis à la réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13), a défini la vision de la Banque, tout en réitérant son engagement à accélérer les progrès dans l'autonomisation des femmes aussi bien au sein de la Banque que dans les pays membres régionaux (PMR). La SD a souligné le fait que l'égalité entre les hommes et les femmes était au centre des efforts de promotion de la croissance inclusive et constituait pour la Banque un domaine d'intérêt particulier. Elle a défini une série de mesures et de jalons pour l'intensification des activités de la Banque dans le domaine du genre. Depuis le lancement de la SD il y a deux ans, des progrès significatifs ont été réalisés dans ce domaine, même s'il subsiste un certain nombre de problèmes auxquels s'attaquer.
- 1.3 La revue à mi-parcours du FAD-13 offre l'occasion de mener une réflexion sur les progrès réalisés dans le domaine du genre au titre des opérations et de l'administration de la Banque, de recenser les problèmes qui se posent et de tirer des enseignements. À mi-parcours, la performance jusqu'à présent reflète la complexité et l'ampleur de la tâche consistant à traduire les engagements dans le domaine du genre en actions concrètes, avec les impacts désirés.

- 1.4 Le présent document a pour objet de donner un aperçu général des activités de la Banque dans l'intensification de la prise en compte de la dimension genre à travers ses opérations. Il fait le point sur les progrès réalisés, au regard des objectifs stratégiques et opérationnels du FAD-13. Il analyse également les réalisations obtenues à ce jour, tout comme les principaux problèmes rencontrés et les enseignements tirés, en plus de proposer les ajustements jugés nécessaires pour maintenir cet ambitieux programme sur la bonne voie.
- 1.5 Après la présente introduction, la section 2 passe en revue la mise en œuvre de la Stratégie en matière de genre. La section 3 passe aussi en revue les principales opérations tenant compte de la dimension genre. Pour sa part, la section 4 est consacrée aux priorités stratégiques et aux produits livrables, tandis que la section 5 décrit les initiatives de plaidoyer et de partenariat. La section 6 présente les activités visant à améliorer les statistiques dans le domaine du genre. Quant aux sections 7 et 8, elles sont consacrées à la mobilisation des ressources et aux partenariats, respectivement. La section 9 présente les principaux problèmes qui se posent. Enfin, la dernière section tire la conclusion et montre les enseignements tirés, tout en proposant la voie à suivre.

2. Mise en œuvre de la Stratégie en matière de genre

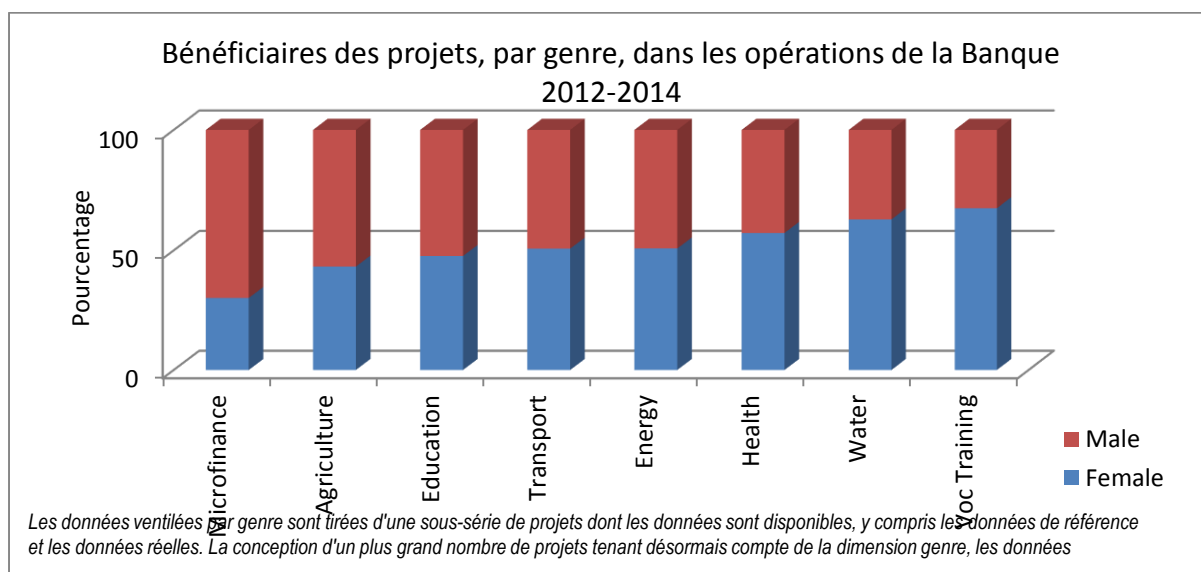
- 2.1 Face aux problèmes persistants qui entravent l'égalité entre les hommes et les femmes sur le continent, le Président de la Banque a nommé, en septembre 2013, une envoyée spéciale pour les questions de genre, après avoir créé le Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre (SEOG), qui est chargé de la mise en œuvre du programme de la Banque dans le domaine du genre. En étroite collaboration avec la Haute direction et la Division du genre, SEOG a lancé plusieurs initiatives visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, à travers les opérations de la Banque et à l'échelle de l'institution.
- 2.2 Un des deux principaux jalons au niveau des réformes a été l'adoption, par le Conseil, de la Stratégie en matière de genre intitulée « Investir dans l'égalité hommes-femmes pour la transformation de l'Afrique pour la période 2014-2018 ». Les trois principaux piliers de cette stratégie portent sur le renforcement du statut légal et des droits de propriété des femmes ; l'autonomisation économique des femmes ; et la gestion du savoir et le renforcement des capacités dans le domaine du genre. Le deuxième jalon, qui a été atteint en novembre 2014, a été l'approbation du document intitulé « Opérationnalisation de l'intégration du genre au sein du Groupe de la Banque africaine de développement – Un plan d'action ». Ce document propose cinq mesures pour intégrer la dimension genre dans les opérations de la Banque et pour faire de la Banque une institution plus sensible aux questions de genre. Les cinq mesures proposées sont les suivantes : i) la création d'un cadre pour les points focaux du genre ; ii) le renforcement des capacités dans la prise en compte de la dimension genre ; iii) l'intégration de la dimension genre dans les processus opérationnels ; iv) l'intégration accrue de la dimension genre dans les DSP ; et v) la mise à contribution des ressources existantes et des ressources additionnelles.

3. Intensification de la prise en compte de la dimension genre dans les opérations

- 3.1. Dans les opérations nouvelles et en cours d'appui budgétaire et d'investissement, la priorité a été accordée à l'intensification de la prise en compte de la dimension genre, au

titre d'une vaste gamme d'interventions stratégiques. Dans tous les secteurs, les opérations mettent un plus grand accent sur les analyses de la situation du genre et l'élaboration de stratégies innovantes en vue de promouvoir l'autonomisation des femmes et d'obtenir d'autres résultats dans le domaine du genre.

Figure 1: Bénéficiaires des projets, par genre, dans les opérations de la Banque 2012-2014



3.2. Une analyse des données concernant les opérations de la Banque sur une période de trois ans (2012-2014), données ventilées par genre, montre principalement que les projets ont profité équitablement aux femmes, par rapport aux hommes. Dans des secteurs tels que l'énergie, la santé, les transports, l'eau et la formation professionnelle, plus de 50 % des bénéficiaires sont des femmes. Les projets ciblant les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de la formation professionnelle ont été particulièrement couronnés de succès, dans la mesure où ils ont profité à 63 % et 68 % des femmes, respectivement. Les projets ciblant d'autres secteurs tels que ceux de l'agriculture, de l'éducation et de la microfinance, n'ont pas profité équitablement aux hommes et aux femmes.

Agriculture

3.3. La large majorité des femmes actives en Afrique s'investissent dans la production agricole. Toutefois, elles sont souvent confrontées à des problèmes tels que la faible production vivrière et les faibles perspectives en termes de revenus. Les difficultés rencontrées sont notamment le mauvais état des infrastructures, l'accès difficile à l'énergie et les conditions de travail peu favorables.

3.4. Les nouveaux projets ciblant le secteur de l'agriculture offrent des approches innovantes pour l'autonomisation des femmes, à travers le développement des compétences, la mobilisation des ressources et l'identification des opportunités qu'elles ont besoin pour accroître la productivité et les revenus. Le Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro au Mali, par exemple, implique les femmes pratiquant la petite exploitation agricole, dans le cadre des efforts visant à améliorer la gestion des déchets et de l'eau, ainsi que la sécurisation des terres. Les jardins potagers appartenant aux femmes bénéficient d'un appui concourant à la génération des revenus. Les agricultrices bénéficient de programmes d'alphabétisation et de formation aux méthodes de gestion et de commercialisation. Ce projet permet également d'améliorer la qualité de l'éducation de base des filles résidant dans les zones couvertes.

De même, dans le Bassin du Lac Tchad, les femmes bénéficient d'une formation pour travailler dans les filières de la transformation du poisson et des produits agricoles, ainsi que dans l'utilisation de l'énergie solaire. Ce projet a en outre introduit des innovations technologiques pour réduire le temps de travail des femmes et accroître leur productivité. Par ailleurs, il concourt à l'intégration et au leadership des femmes, à travers les forums des utilisateurs des ressources de ce bassin.

- 3.5. Des projets ont également été identifiés pour s'attaquer aux barrières infrastructurelles limitant la participation des femmes aux activités économiques. Les besoins des femmes vendeuses ont été pris en compte dans la conception de marchés en Ouganda. Des installations sanitaires pour les femmes et des infrastructures pour la garde des enfants en journée ont également été aménagées, ce qui a permis d'augmenter de plus de 70 % le nombre de ces vendeuses. Les projets ciblant le secteur de l'agriculture offrent enfin la possibilité de mobiliser la participation et le leadership des femmes, à travers les groupes communautaires. Les femmes sont encouragées à se porter candidates pour occuper des postes au sein des organes locaux et aussi à exprimer leurs vues et leurs préoccupations, afin de participer pleinement à la gestion des ressources naturelles dans leurs communautés respectives.

Énergie

- 3.6. Les problèmes de connectivité au réseau électrique accentuent l'impact négatif de la pauvreté sur la vie des femmes. N'ayant pas accès à une énergie propre, les femmes doivent recourir au bois et aux combustibles fossiles pour couvrir leurs besoins en énergie à domicile. Le manque d'accès à l'énergie a également un impact négatif sur la prestation des services de santé et d'éducation essentiels pour les femmes. L'approvisionnement régulier en énergie propre concourt à la transformation de la vie des femmes, non seulement à travers la réduction du fardeau de la collecte du bois et l'amélioration des moyens d'existence, mais aussi à travers l'amélioration de leur santé, de leur sécurité et de leur bien-être.
- 3.7. Dans le secteur de l'énergie, le Projet de raccordement au réseau électrique de Last Mile au Kenya contribue à l'amélioration de l'accès des femmes à l'énergie propre, à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités d'emploi. La construction d'un réseau de distribution d'énergie dans une zone à faible revenu réduit l'exposition à l'inhalation de la fumée, tout comme elle réduit la pollution de l'air et le risque de brûlures à la suite d'un contact avec une bougie ou une lampe à pétrole allumée.
- 3.8. Les projets ciblant le secteur de l'énergie ont intégré avec succès des stratégies de formation et d'emploi des femmes. Au Maroc, le Projet de centrale solaire à technologie CSP d'Ouarzazate a créé des opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes au niveau de ces centrales. Les femmes bénéficient d'une formation pour le perfectionnement de leurs compétences professionnelles en vue de solliciter un emploi dans le cadre des projets ciblant les énergies renouvelables, l'agriculture et l'artisanat. Des partenariats ont été noués avec des organisations et associations de femmes pour aider les femmes à répondre à leurs besoins et à entreprendre leurs activités prioritaires.
- 3.9. Les projets d'électrification, par exemple en Guinée Bissau traitent des problèmes liés à la santé des femmes, leur sécurité et leur capacité à entreprendre en donnant accès à l'énergie à des infrastructures de base. En fournissant des facilités pour la santé sans interruption d'électricité, le projet va assurer une fourniture de services de santé

minimums; ce qui va conduire à une diminution des taux importants de mortalité dans le pays. Une offre continue d'énergie va aussi améliorer la sécurité des femmes et leur mobilité en assurant que les rues de Bissau sont bien éclairées pendant la nuit. En outre, certaines organisations de femmes recevront un appui sous forme de facilités réfrigérantes essentielles aux femmes agricultrices pour conserver et vendre leurs produits agricoles. Sur 287000 bénéficiaires directs, 145000 seront des femmes.

- 3.10. La Banque reconnaît que l'énergie est la pierre angulaire de la croissance économique, des progrès sociaux et de la stabilité politique. Afin de renforcer le dialogue sur les réformes, la Banque appuie l'élaboration de la politique de la CEDEAO pour la prise en compte de la dimension genre dans l'accès à l'énergie et de sa stratégie de mise en œuvre.

Gouvernance

- 3.11. Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent d'importants moteurs de croissance économique, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté en Afrique. Toutefois, selon les estimations, les femmes ne sont propriétaires que d'un tiers seulement des PME africaine du secteur formel. Souvent, les femmes ont un accès limité aux financements lorsqu'elles veulent créer des PME. Le Projet d'appui à la croissance inclusive et à la compétitivité économique soutient l'entrepreneuriat des femmes, à travers la création d'un régime de garantie et de financement des PME au Sénégal.

Box 1: Fond d'Investissement d'Alitheia

Il est largement établi que les PME ont un accès limité aux financements, en particulier lorsqu'elles appartiennent à des femmes. Selon les estimations de la Société financière internationale, il y a un déficit de 20 milliards d'USD dans le financement des entreprises appartenant aux femmes, ce qui empêche les femmes de lancer des entreprises de micro-services ou de commerce. Alitheia Investment Fund a été créé pour promouvoir la croissance et le développement des PME dirigées par des femmes en Afrique subsaharienne. Ce fonds entend mobiliser 100 millions d'USD pour financer les PME dirigées par des femmes et opérant dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, des services financiers, de la transformation des produits alimentaires, des soins de santé, du tourisme, des transports et des TIC. La Banque est supposée fournir des financements sur fonds propres, à hauteur de 12,4 millions d'USD. Une proportion d'au moins 50 % des investissements ciblant les PME sera acheminée par le canal de ce fonds.

- 3.12. Le Programme de gouvernance économique et de croissance inclusive au Mozambique appuie l'entrepreneuriat des femmes, à travers l'amélioration de l'accès des femmes aux services financiers et le soutien aux femmes pour éliminer les barrières entravant la création d'entreprises. Au Burkina Faso, la Stratégie de croissance accélérée et le Projet d'appui à l'instauration d'un climat des affaires favorable ont facilité l'institution de guichets uniques pour la formation des femmes et la fourniture à celles-ci d'une assistance pour l'enregistrement de leurs entreprises, ce qui a conduit à une augmentation rapide du nombre d'entreprises dirigées par des femmes et effectivement enregistrées pour passer de 708 en 2010 à 1 052 en 2014.
- 3.13. Les projets ciblant la gouvernance appuient également les réformes et les initiatives de budgétisation tenant compte de la dimension genre, afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Un plus grand accent est mis sur l'utilisation d'indicateurs de genre ainsi que sur la collecte de données ventilées par genre pour faciliter le suivi de l'impact des politiques et programmes.

Santé

- 3.14. En Afrique, les femmes supportent un fardeau disproportionné de la maladie, par rapport aux femmes d'autres parties du monde. Le risque de mortalité lié aux maladies infectieuses, aux grossesses et aux accouchements est nettement plus élevé chez les femmes africaines.
- 3.15. La récente épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a exacerbé davantage les vulnérabilités sur le plan sanitaire, social et économique. De par leur rôle, fondé sur le genre, de fournisseurs de soins de santé, les femmes sont plus susceptibles de contracter des maladies. En effet, c'est à elles qu'incombe la responsabilité d'administrer des soins aux personnes infectées, et ce sont elles qui travaillent comme infirmières, sages-femmes et agents d'entretien en milieu hospitalier, en plus de veiller sur les personnes malades et d'éliminer les déchets contaminés. C'est la raison pour laquelle les femmes font face à un risque plus élevé d'infection. Au cours des premières phases de l'épidémie d'Ebola, les taux de mortalité étaient ainsi plus élevés chez les femmes. Les effets d'entraînement de cette épidémie ont également durement touché les moyens d'existence des femmes, dans la mesure où les activités commerciales et les mouvements transfrontaliers ont été limités dans le cadre des mesures prises pour endiguer la transmission de cette maladie.
- 3.16. La Banque a été la toute première institution multilatérale de développement à financer des projets d'assistance d'urgence en vue de contribuer à l'endiguement de l'épidémie d'Ebola. Les projets lancés à ce titre en Guinée, au Liberia, en Sierra Leone et au Nigeria ont financé diverses interventions de prévention de la transmission de la maladie, d'expansion des traitements, de fourniture de matériels de protection aux agents de santé, et d'appui à la réinsertion des survivants. Le Projet relatif au Fonds d'investissement social pour la relance post-Ebola constitue un projet d'appui aux projets d'assistance d'urgence, qui vise à renforcer les services sociaux et à rétablir les moyens d'existence des femmes survivantes dans les pays touchés. Ce projet permettra d'atténuer les effets sociaux économiques disproportionnés de l'épidémie d'Ebola sur les femmes, les filles et les orphelins dans la région. Il accordera la priorité au rétablissement des services sanitaires et sociaux, ainsi qu'à la relance des opportunités économiques pour les femmes. Les femmes bénéficieront de dons et seront formées au lancement de nouvelles entreprises.
- 3.17. En Tanzanie, le Projet d'appui à la réduction de la mortalité maternelle a contribué au renforcement du système de santé en vue de réduire la mortalité maternelle et la mortalité néonatale dans les régions reculées de ce pays. Les formations sanitaires construites et équipées au titre de ce projet assurent maintenant la prestation de services de santé maternelle et infantile. Le personnel de santé formé est déployé dans ces formations sanitaires, et des logements ont été fournis à ce personnel pour encourager la fidélisation dans ces zones reculées.

Microfinance

- 3.18. Le marché de Lomé constituait un point central pour les femmes togolaises travaillant comme vendeuse de vêtements. Appelées « Nana Benz », ces commerçantes sont considérées comme des modèles pour l'entrepreneuriat féminin dans la sous-région. En 2013, l'incendie qui a ravagé le bâtiment central de ce marché a entraîné d'importantes pertes et détruit des moyens d'existence, avec comme conséquence une vulnérabilité accrue chez les femmes et leurs enfants. Un nouveau projet est en cours d'élaboration

pour venir en aide aux commerçantes installées sur ce marché et promouvoir l'esprit d'entreprise. Le Projet de promotion de l'inclusion financière pour soutenir l'entrepreneuriat féminin fournira des microfinancements aux femmes entrepreneures pour les aider à reconstituer leurs moyens d'existence. Les commerçantes bénéficieront en effet d'une formation et d'une assistance pour leur permettre d'obtenir des prêts, d'ouvrir des comptes bancaires, de créer et d'étendre leurs entreprises, de souscrire des polices d'assurance et d'avoir accès à des réseaux d'informations. L'on s'attend à ce que l'appui financier et l'assistance technique contribuent à mitiger les pertes antérieures et à aider les femmes à diversifier et à élargir leurs opportunités d'affaires et leurs revenus.

- 3.19. Une nouvelle facilité financière étendue à la Banque de microfinance LAPO du Nigéria a pour but d'aider les femmes à surmonter les barrières pour avoir accès au crédit pour créer une entreprise. La majorité des prêts en microfinance au Nigéria sont octroyés aux femmes, surtout parce qu'elles sont les participants principaux à la vente et aux petites affaires dans le pays. L'initiative va favoriser la responsabilité conjointe ou des prêts collectifs pour construire des résultats en termes de crédit solides pour les femmes qui ont emprunté et ont remboursé à temps leurs dettes. Finalement, cela pourra leur permettre d'emprunter des montants plus grands et de développer leurs affaires. Le projet va atteindre 5 millions de clients à bas revenu au Nigéria en 2017 dont 80% sont supposés être des femmes.

Compétences et éducation

- 3.20. Les femmes entrepreneures africaines possèdent un tiers de toutes les entreprises du continent, mais elles opèrent souvent essentiellement dans des domaines à faible productivité. Ces dernières années, la Banque a fourni une formation professionnelle à 95 000 personnes, en privilégiant les femmes et les groupes vulnérables, dans le cadre des efforts pour booster leur productivité.
- 3.21. Les projets ciblant le développement du capital humain permettent désormais d'accroître la représentation des femmes et des filles au sein des filières des sciences, des technologies, du génie et des mathématiques, ainsi que des filières professionnelles jusque-là dominées par les hommes. Les nouveaux modèles d'éducation encouragent la créativité, la réflexion et la mise au point de nouveaux systèmes éducatifs pour préparer les jeunes diplômés, qu'il s'agisse des garçons ou des filles, à l'entrée sur le marché du travail. Au Kenya, le Projet d'appui à l'enseignement supérieur, aux sciences et aux technologies vise à augmenter le nombre de femmes dans les filières du génie et des sciences appliquées, à travers la formation au niveau du master et du doctorat.
- 3.22. Au Rwanda, bien que plus de 50 % des femmes soient actives sur le marché du travail, la large majorité d'entre elles travaillent dans l'agriculture et le secteur informel. Le Programme d'appui au développement des compétences, de l'employabilité et de l'entrepreneuriat contribue à l'autonomisation des femmes, à travers le développement des compétences pour rejoindre la main-d'œuvre productive. Ce projet a contribué au renforcement de l'enseignement technique et professionnel ainsi que de la formation dans ce domaine, en plus d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, à travers la promotion des sciences, des technologies et de l'innovation. Un fonds d'investissement en quasi-fonds propres a été créé pour appuyer le lancement de PME, de coopératives et de projets ne parvenant pas à obtenir des prêts des banques commerciales. Plus de 35 % des bénéficiaires de crédit étaient des femmes.

- 3.23. Des projets tels que celui de Souk At-tanmia en Tunisie et les projets d'entreprises sociales pilotes au Togo et en Ouganda offrent des services de formation et d'encadrement aux microentreprises créées par des femmes et des jeunes. Un projet de formation et d'emploi des jeunes est en cours d'exécution en Mauritanie pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à un emploi décent. Ce projet vise à améliorer l'entrepreneuriat des femmes, en garantissant à celles-ci l'accès aux moyens de production et aux ressources financières.

Transports

- 3.24. Les transports jouent un rôle crucial dans la vie des femmes, et notamment des femmes vivant dans la pauvreté dans les zones rurales reculées. Le manque de disponibilité des moyens de transport a un impact considérable sur les moyens d'existence et la sécurité personnelle des femmes. En Afrique, les femmes ont tendance à être confrontées à de sérieuses contraintes entravant leur accès à des moyens de transport sûrs, fiables et abordables. La réhabilitation des infrastructures de transport est susceptible d'améliorer la mobilité des femmes, en plus de leur garantir une autonomie dans la recherche d'informations et de ressources, l'engagement sur les marchés et la génération de revenus en appui aux moyens d'existence.
- 3.25. Les nouveaux projets lancés dans plusieurs pays, et notamment au Burundi, en République démocratique du Congo, au Tchad et au Rwanda, contribuent à l'amélioration de l'accès aux transports. Les routes sont conçues pour être adaptées aux besoins spéciaux des femmes, par exemple, en Zambie, les routes sont construites avec des accotements pavés de 2 mètres pour être adaptées aux femmes qui marchent ou utilisent un transport non motorisé comme les vélos ou chariots pour aller au marché, à l'école ou aux centres médicaux.
- 3.26. Au Tchad, le Projet d'aménagement de la route Koumra-Sarh a un impact positif sur la vie des femmes de ce pays, non seulement à travers l'amélioration de l'accès à des routes plus carrossables et à de meilleurs moyens de transport, mais aussi à travers la génération de revenus. Les femmes ont bénéficié d'un appui pour la transformation et la commercialisation de produits tels que le beurre de karité, l'huile et le savon, à travers les coopératives. La construction de nouvelles routes a facilité l'accès des femmes aux marchés, tout en réduisant les coûts du transport et en améliorant les marges bénéficiaires. Une femme bénéficiaire a fait la déclaration suivante : « *Il nous est maintenant possible de nous rendre à Sarh et d'y vendre nos produits, pour rentrer à Koumra le même jour* ».

Box 2: Prix du trésor américain pour la prévention des violences sexospécifiques et la réinsertion des survivantes

En juillet 2013, le Projet d'appui multisectoriel pour la sortie de crise en Côte d'Ivoire a reçu un prix du Département du Trésor des États-Unis. La crise politique de 2001 en Côte d'Ivoire a conduit à une détérioration très rapide de la situation socioéconomique, ainsi qu'à l'accentuation des violences à l'encontre des femmes, et notamment des violences physiques, des violences verbales, des violences psychologiques et des violences sexuelles. Ce projet a fourni une assistance sur les plans sanitaire, psychologique et juridique pour aider les femmes ayant survécu aux violences sexuelles à réussir leur réinsertion au sein de la communauté. Il a également permis la réhabilitation et l'équipement de deux unités de santé génésique dans des hôpitaux régionaux. Quatre centres spécialisés dans la lutte contre les violences sexospécifiques, 8 centres de protection sociale et 18 centres de santé ont été créés pour fournir à titre gratuit des services de soutien sanitaire et psychologique. Les survivantes des violences à l'égard des femmes et les membres des groupes de femmes ont également bénéficié d'une formation

aux techniques agricoles et d'élevage de poulets, pour les aider à rétablir leurs moyens d'existence. Environ 3 500 femmes et filles ont tiré parti de ce projet. Par ailleurs, 1,5 million de personnes ont été sensibilisées à la prévention des violences à l'encontre des femmes, à travers les médias et les campagnes de communication interpersonnelles.

- 3.27. Un projet de construction d'autoroute au Cameroun a pour but de réduire la pauvreté des femmes en soutenant des coopératives qui facilitent l'accès des femmes à la terre et soutient l'exportation et la production des cultures de rente. Des centres pour les femmes vont être construits pour fournir des cours d'alphabétisation, des formations professionnelles et l'accès aux technologies de l'information. Les femmes vont aussi recevoir de l'aide pour développer des plans d'affaires, renforcer leurs aptitudes managériales et entrepreneuriales. Le projet est supposé créer 300 postes pour les femmes en développant des activités économiques le long de l'autoroute.
- 3.28. Des projets tels que le Projet *Tanroads*, qui est un projet de construction de routes en Tanzanie, ont introduit un quota de 30 % pour le recrutement des femmes parmi les ouvriers chargés des travaux de construction et d'entretien. En plus de la création d'emplois, ce projet contribuera à la sensibilisation des communautés à la forte prévalence des violences domestiques.

Eau et assainissement

- 3.29. Le manque d'installations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement a eu un impact pervers sur la santé et le bien-être au niveau communautaire, avec des conséquences particulièrement négatives pour les femmes et les filles. Habituellement, c'est aux femmes qu'incombe la responsabilité du lourd fardeau de la collecte de l'eau, en parcourant de longues distances à pieds. De même, le manque d'installations d'assainissement à domicile oblige les femmes à recourir à des lieux peu sûrs hors du domicile, avec des risques pour leur sécurité personnelle. Il est également amplement établi que la non-disponibilité des toilettes dans les établissements scolaires constitue un des facteurs limitant la fidélisation des filles dans les établissements scolaires. Un nombre considérable de filles ont tendance à abandonner leurs études dans leur jeune âge pour la simple raison que leurs établissements scolaires ne disposent pas d'installations d'assainissement.
- 3.30. Le Programme d'assainissement de Lusaka a fourni un appui pour l'amélioration du système d'assainissement de cette ville et la promotion de la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement. Ce programme assure également la formation des femmes aux techniques d'ingénierie, d'artisanat et de maçonnerie pour qu'elles puissent participer aux activités de gestion de l'eau et des déchets, ainsi qu'aux activités de développement des infrastructures.
- 3.31. En impliquant les femmes dans la gestion des points d'eau et des installations d'assainissement publiques, un projet au Nigeria contribue à l'autonomisation économique des femmes. Des programmes de marketing social et de microcrédit sont lancés parallèlement à des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes sont prises en compte dans la conception des interventions des projets. À Zanzibar, des toilettes séparées ont été construites pour les garçons et les filles, contribuant ainsi à améliorer les taux d'utilisation des toilettes par les filles. En garantissant un approvisionnement fiable en eau, ce projet aidera à réduire les maladies d'origine hydrique, concourant ainsi à l'amélioration de la santé et du bien-être. Ce projet contribuera par ailleurs à améliorer

le plaidoyer en faveur des femmes, tout en faisant mieux entendre leur voix, à travers la promotion de la participation des femmes à la prise de décisions au sein des comités d'eau.

4. Priorités stratégiques et produits livrables

Directives opérationnelles

- 4.1 La révision du manuel des opérations de la Banque a été l'occasion de renforcer les mécanismes de prise en compte de la dimension genre dans la conception, l'exécution et le suivi et l'évaluation des projets. Les notes conceptuelles sur les projets et les rapports d'évaluation des projets sont désormais évalués et notés en tenant compte de la dimension genre sur une échelle de notation allant de 1 à 6 (c'est-à-dire de très peu satisfaisant à très satisfaisant).
- 4.2 Une revue du format du profil du genre pays (PGP) a été conduite pour recenser les déficits et proposer des révisions en vue d'en améliorer la qualité et la pertinence. Les profils du genre couvrent une évaluation détaillée des indicateurs ainsi que des politiques, initiatives et modalités institutionnelles concernant le genre dans chaque pays. Le format révisé devrait être d'une plus grande pertinence et d'une plus grande fonctionnalité. Les nouvelles procédures opérationnelles pour l'intégration de la dimension genre dans les DSP et dans les documents de stratégie pour l'intégration régionale (DSIR) ont été élaborées et lancées. L'idéal serait que les PGP soient établis en temps voulu pour guider les composantes des DSP/DSIR relatives au genre, tous les deux documents étant présentés simultanément à l'approbation du Conseil.

Mesure et notification des résultats

- 4.3 Au regard des limites des données existantes pour déterminer les résultats et les réalisations dans le domaine du genre, la Banque a investi dans la collecte de nouvelles données en vue de guider la mesure et la notification des résultats. L'Indice des inégalités entre les sexes en Afrique fournit des données sur les principaux indicateurs de genre dans les pays africains, faisant ainsi ressortir la véritable situation des inégalités entre les hommes et les femmes sur le continent. Cet indice couvre 52 des 54 pays africains et est axé sur trois dimensions de l'égalité hommes-femmes, à savoir l'autonomisation économique, le développement humain, et les lois et les institutions.
- 4.4 Un autre outil de mesure, à savoir le marqueur de l'égalité hommes-femmes, est en cours de mise au point et devrait être introduit en 2016. Cet outil permettra de classer les opérations de la Banque en trois catégories, en fonction de leur impact potentiel sur les réalisations dans le domaine du genre et en se basant sur une échelle de classification standard, afin d'aider à concentrer les ressources sur les projets garantissant l'impact le plus élevé au titre des réalisations dans le domaine du genre.
- 4.5 Ces dernières années, la Banque a réalisé des progrès pour ce qui est de l'intégration de la dimension genre dans la conception des projets. En 2014, la conception de la majorité des nouveaux projets (85 %) tenait compte de la dimension genre, contre 44 % en 2012. Jusqu'à 90 % des rapports d'évaluation des projets examinés en 2014, au regard de la prise en compte de la dimension genre, ont été jugés satisfaisants ou très satisfaisants, contre 77 % en 2013. Jusqu'à 78 % des projets achevés de la Banque affichaient des réalisations satisfaisantes dans le domaine du genre en 2014. En 2009, 31 % seulement des opérations du secteur public tenaient compte des critères de genre, contre 77 % à

l'heure actuelle.

- 4.6 Le Département de l'évaluation indépendante du développement a procédé à une revue de la prise en compte de la dimension genre dans le processus d'évaluation, et les conclusions de cette revue ont été partagées lors d'un atelier organisé en 2014. Une évaluation rigoureuse de la prise en compte des questions de genre dans les évaluations pays est prévue en 2016.

5. Plaidoyer et partenariats

- 5.1 La Banque met tout en œuvre pour accroître la visibilité du Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre dans les événements de plaidoyer de haut niveau, ainsi que pour renforcer ses partenariats externes. L'envoyée spéciale a joué un rôle dans d'importants événements organisés en Afrique et hors du continent, événements consacrés à l'autonomisation économique des femmes. Un plaidoyer de haut niveau a été conduit dans les PMR et auprès d'institutions partenaires aux niveaux national, régional et international.
- 5.2 L'année 2015 a été déclarée par les chefs d'État de l'Union africaine (UA) « Année de l'autonomisation économique des femmes et du développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'Agenda 2063 ». Lors du Sommet de l'UA de 2015, les chefs d'État ont demandé à la Banque de piloter la création d'un fonds spécial pour l'autonomisation économique des femmes, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'UA. À cet égard, le Président de la Banque a invité un groupe de présidents directeurs généraux à constituer un groupe de travail et à aider la Banque à élaborer un cadre pour l'affinement des modalités et des opérations de ce nouveau fonds. La deuxième réunion du groupe de travail des présidents directeurs généraux s'est tenue à Kigali en juin 2015.
- 5.3 La Journée internationale de la femme et la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles ont été des occasions pour organiser un certain nombre d'événements aussi bien au Siège que dans les bureaux extérieurs de la Banque, y compris la présentation d'exposés, les échanges de vues et les débats sur des questions de genre pertinentes. Au nombre des autres événements de plaidoyer à cet égard figure la table ronde sur le programme du Kenya dans le domaine du genre, qui s'est tenue en mars 2015 à Nairobi, avec la participation notamment de représentants des donateurs, des organisations de la société civile, des milieux académiques et du secteur privé collaborant avec le Groupe de travail national sur le genre.
- 5.4 Lors de la réunion du Comité ONU-Femmes (Beijing+20) tenue en mars 2015 à New York, SEOG a parrainé deux événements organisés en marge et portant sur l'agriculture et l'inclusion financière. Au cours des Assemblées annuelles de la Banque, l'Indice des inégalités entre les sexes en Afrique a été lancé, et la première réunion de la Communauté des pratiques des ministres des Finances, consacrée au financement axé sur les résultats dans le domaine du genre, a été présidée par le Président de la Banque. Lors du Forum économique mondial tenu en juin 2015 en Afrique du Sud, une étude phare sur la situation de la problématique hommes-femmes, étude intitulée « Où sont les femmes : Conseils d'administration entreprises africaines cotées en bourse », a été lancée. Le rapport de cette étude a donné un aperçu de la performance des entreprises africaines cotées en bourse dans l'inclusion des femmes au sein de leurs conseils d'administration respectifs, par rapport à celles d'autres marchés émergents.

6. Données et statistiques sur le genre

- 6.1 Un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour accroître la disponibilité et l'utilisation des données et statistiques ventilées par genre. Des programmes de formation ont été organisés dans un certain nombre de pays à ce sujet. À titre d'exemple, les sessions de formation portant sur le thème « Statistiques et analyses sur la situation du genre : Inégalités dans la propriété des biens », organisées au Ghana et en Tunisie, ont permis de former des participants de plus de 20 pays à la collecte de données sur les biens individuels, dans le cadre d'enquêtes auprès des ménages. Les données sur la propriété des biens et l'entrepreneuriat au niveau individuel seront utiles pour déterminer l'ampleur des inégalités actuelles entre les hommes et les femmes.
- 6.2 Au titre de l'Initiative sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques d'état civil, les capacités des institutions nationales chargées de la collecte de données ventilées par genre sur les naissances, les décès, les mariages et les divorces sont en cours de renforcement. Les systèmes d'enregistrement des données d'état civil seront dotés de plus grandes capacités afin de générer les données nécessaires pour la sauvegarde des droits et des privilèges des individus. Ces données aideront les femmes à jouir de leurs droits juridiques et à avoir accès aux programmes de protection sociale.
- 6.3 En collaboration avec la Division statistique des Nations Unies, la Banque pilote actuellement une méthodologie de mesure de la propriété des biens et de l'esprit d'entreprise, dans une perspective tenant compte de la dimension genre. Les données sur la propriété des biens individuels et leur contrôle, ainsi que sur l'entrepreneuriat seront collectées dans le cadre d'enquêtes nationales à conduire au Swaziland et en Afrique du Sud. En 2013, la Banque a accueilli les responsables des bureaux nationaux de la statistique, dans le cadre d'un séminaire de formation à la mesure de la propriété des biens tenant compte de la dimension genre. Depuis ce séminaire de formation, plusieurs pays, y compris le Liberia, le Soudan, l'Ouganda et le Rwanda, ont intensifié leur utilisation des indicateurs tenant de la dimension genre au niveau national.

7. Mobilisation des ressources

- 7.1 Le Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre a lancé plusieurs initiatives de mobilisation des ressources en vue d'appuyer le plaidoyer et les opérations dans le domaine du genre. C'est ainsi que les fonds mobilisés auprès des gouvernements de la Corée (600 000 USD) et de la Norvège (150 000 USD) ont été utilisés pour appuyer le Forum économique des femmes africaines, qui s'est tenu en juillet 2014 en Zambie et qui constitue un forum visant à promouvoir l'accès des femmes aux financements. Le DfID a promis 650 000 livres sterling pour l'intégration de la dimension genre dans les projets ciblant les infrastructures et le secteur privé. Par ailleurs, des fonds ont été mobilisés au Canada, en Suède et en Finlande pour soutenir les activités de renforcement des capacités. D'autres efforts sont en cours pour mobiliser des financements auprès du secteur privé et d'autres donateurs en vue de la création d'une facilité de financement de l'autonomisation économique des femmes africaines.

8. Produits de savoir

- 8.1 Lors des Assemblées annuelles de la Banque de 2015, le Président a lancé le magazine *Crossroads*, consacré au suivi des progrès réalisés depuis l'adoption de la Stratégie en matière de genre en 2014, parallèlement à l'Indice des inégalités entre les sexes en Afrique genre. Depuis son lancement, ce magazine a été téléchargé à 328 reprises sur le

site web de la Banque. Lors du Forum économique mondial sur l'Afrique de juin 2015, le rapport phare intitulé « Où en sont les femmes : Conseils d'administration des entreprises africaines cotées en bourse » a été lancé.

- 8.2 Un autre rapport phare intitulé « Autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles » a été lancé en août 2015, en présence d'acteurs aussi bien du secteur public que du secteur privé venant des pays couverts par ce rapport. Ce rapport guidera les efforts de la Banque dans l'autonomisation des femmes actives dans les secteurs du cacao, du café, du coton et du manioc en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Burkina Faso et au Nigeria, respectivement. De nouveaux projets ciblant le secteur de l'agriculture et ayant une solide composante relative aux questions de genre seront élaborés dans chacun de ces pays, en se basant sur les constatations et les recommandations du rapport phare.

Box 3:

De nouvelles initiatives phares ont été lancées par le Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre en vue de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes, à travers des approches innovantes.

- Des liens ont été établis entre 50 millions de femmes entrepreneures, à travers une plateforme interactive d'échanges de savoirs et d'informations. Ce marché numérique africain a permis de mobiliser des financements, à hauteur de 10 millions d'USD, et la CAE et le COMESA ont toutes deux exprimé leur intérêt pour de tels partenariats.
- Un fonds d'investissement social pour les pays touchés par l'épidémie d'Ebola appuiera les efforts de relance de ces pays, y compris la réinsertion des femmes. Ce projet sera soumis au Conseil en octobre 2015, avec une contribution de 40,8 millions d'USD de la Banque et un cofinancement de 5 millions d'USD du Département d'État des États-Unis d'Amérique.
- Une étude a été lancée pour explorer les voies et moyens d'accroître la participation des femmes aux chaînes de valeur agricoles mondiales et régionales.
- La Banque abritera le Secrétariat de la Communauté des pratiques des ministres des Finances concernant le « financement axé sur les résultats dans le domaine du genre ». La première réunion de ce comité s'est tenue en marge des Assemblées annuelles de la Banque à Abidjan, sous la présidence du Président de la Banque. Les réunions de cette communauté seront désormais organisées régulièrement en marge des Assemblées annuelles de la Banque.

9. Principaux problèmes

- 9.1 Le processus d'introspection lancé pour redynamiser le programme de la Banque dans le domaine du genre a permis d'identifier un certain nombre de problèmes limitant les progrès dans ce domaine. La Banque prépare actuellement un certain nombre de mesures pour s'attaquer à ces problèmes.
- 9.2 Disponibilité des ressources : Le manque de ressources financières constitue un problème majeur dans la mise en œuvre de toute initiative de large portée concernant le genre. Dans le contexte des opérations, les questions de genre ne peuvent pas bénéficier de la priorité voulue, en raison de la disponibilité limitée des ressources financières destinées spécifiquement aux questions de genre. C'est la raison pour laquelle la portée de la mise en œuvre de la Stratégie en matière de genre, ainsi que des stratégies sectorielles spécifiques et des divers plans d'action dans le domaine du genre reste limitée. Les chargés de projets citent fréquemment le caractère limité des ressources budgétaires disponibles comme un obstacle entravant la conduite d'études sur les questions de genre ou l'intégration d'interventions ciblant spécifiquement le genre dans leurs projets.

- 9.3 Capacités internes et externes : Le caractère limité de l'expertise et des capacités dans le domaine du genre, aussi bien au sein de la Banque que dans les PMR, constitue un autre problème. Le petit nombre de spécialistes du genre en poste à la Banque ne suffit pas pour appuyer un projet dans toutes ses phases, depuis la phase de l'évaluation initiale jusqu'à celle de l'exécution et à celle de l'évaluation ex-post. Face à ce problème, la Banque a désigné des points focaux du genre au sein de chaque département. Elle assure également la formation du personnel et l'institution d'une communauté des pratiques dans le domaine du genre pour faciliter le partage du savoir et des enseignements tirés. Au niveau des pays, les partenariats avec les experts et les entités chargées des questions de genre permettront de renforcer la supervision des composantes des projets relatives au genre.
- 9.4 Données et mesures : La traduction du programme de la Banque dans le domaine du genre en actes concrets a été retardée par le manque de données sur les indicateurs de genre ainsi que par les faiblesses dans la mesure des résultats. En général, il manque des données empiriques sur le genre, y compris les données des enquêtes de référence, des études d'impact et de savoir sur les pratiques modèles. Il n'est souvent pas facile d'établir les données de référence pour la situation du genre au titre des projets, ce qui rend difficile la fixation des buts, des cibles et des objectifs, ainsi que le suivi des progrès et de l'impact. Des données ventilées par genre ne sont pas recueillies dans le cadre du suivi des projets, d'où la difficulté à identifier les impacts différentiels des projets sur les femmes et les hommes. En raison du coût élevé de la conduite d'enquêtes auprès de la population, les données sur les variables du genre ne sont pas produites fréquemment. Le caractère limité des ressources, tant humaines que financières, limite également les capacités de conduite d'analyses et d'enquêtes sur les questions de genre pertinentes pour les opérations.

10. Enseignements tirés et voie à suivre

- 10.1 L'adoption de la Stratégie en matière de genre a attesté de l'engagement renouvelé de la Banque en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. La mise en œuvre de cette stratégie repose sur un processus ambitieux de transformation interne et externe. Des enseignements ont été tirés aussi bien des succès que des échecs antérieurs, tandis que de nouveaux outils sont mis au point et de nouvelles stratégies sont mises en œuvre pour accroître l'efficacité de la prise en compte de la dimension genre dans les opérations de la Banque. Un des principaux enseignements tirés est que le processus de changement est complexe et ardu. Ce processus couvre une gamme d'activités et nécessite des réformes à plus long terme. Les avantages de ces mesures seront manifestes au cours des prochaines années.
- 10.2 Il est établi que la Banque a réalisé des progrès substantiels dans ses efforts pour intégrer la dimension genre dans ses opérations, processus et politiques. Depuis le début du cycle du FAD-13, des réalisations significatives ont été enregistrées, y compris la nomination de l'envoyée spéciale pour les questions de genre, le traitement plus systématique des questions de genre dans les DSP, la révision du format des profils du genre pays, la plus grande prise en compte de la dimension genre dans les projets, et l'intensification significative du dialogue sur les politiques ainsi que du plaidoyer en faveur de la prise en compte des questions de genre.
- 10.3 Les capacités du personnel sont en cours de renforcement, à la suite de la désignation de 85 points focaux du genre dans les départements, les bureaux extérieurs et les centres de ressources régionaux de la Banque. Ces mesures seront complétées par une formation

aux questions de genre au cours des mois de septembre et d'octobre 2015, ainsi que par la création d'une communauté des pratiques pour les questions de genre. Un consultant a été recruté pour élaborer le système des marqueurs de l'égalité hommes-femmes, système qui permettra de classer les projets en différentes catégories en fonction de leurs impacts dans le domaine du genre, afin de faciliter l'utilisation plus ciblée des ressources limitées consacrées au genre. Un autre consultant a commencé à travailler sur la prise en compte de la dimension genre dans les domaines des infrastructures, de la gouvernance, du secteur privé et de l'intégration régionale.

- 10.4 Il est vrai que des progrès substantiels ont été réalisés, mais il n'en demeure pas moins qu'il reste encore beaucoup à faire pour concrétiser davantage l'engagement de la Banque en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Le large spectre d'activités lancées jusqu'à présent a abouti à des résultats positifs et atteste des progrès réalisés. Le succès de la mise en œuvre de la Stratégie en matière de genre passera par des mesures concertées, concrètes et soutenues qui constitueront petit à petit le fondement culturel et organisationnel du changement souhaité. Les contraintes en termes de ressources pour la mise en œuvre du programme dans le domaine du genre ont été un obstacle majeur. Des efforts sont en cours pour créer un fonds du genre en vue de financer des initiatives phares, dans le cadre des réformes et des opérations. Par ailleurs, il convient de reconnaître que si les contraintes en termes de ressources sont fréquemment citées comme une barrière limitant la mise en œuvre des opérations, c'est plutôt le manque d'expertise technique qui constitue la principale barrière. Il est donc largement possible de faire mieux, même avec les ressources limitées actuellement disponibles. Le comblement des déficits de ressources et de capacités permettra à la Banque de faire un pas en avant et d'accélérer ses efforts visant à traduire les engagements dans le domaine du genre en actions concrètes, en s'appuyant sur la dynamique observée au cours des deux dernières années.

Membres de l'équipe

Membres	Département/unite
May BABIKER	ORQR
Belinda CHESIRE	FRMB
Ruth CHARO	EARC
Ismael-Frederic FOUAD	COEO
Nathalie GAHUNGA	OSAN
Amel HAMZA	OWAS
Basil JONES (chef)	ECON
Jean-Pierre KALALA	OITC
Cynthia KAMIKAZI	SEOG
Maria Jose MORENO	OSHD
Alice NABALAMBA	ESTA
Marie-Ange NOUROUMBY	SEOG
Vera OLING	UGFO
Alex RUGAMBA	ONEC
Mona SHARAN (co-chef)	OSHD
Carina SUGDEN	OSGE